

Du 2 mars au 14 avril 2018 se tient une série d'initiatives consacrées à « Mai 68 vu des Suds », initiées et soutenues par le Réseau Sortir du colonialisme, le Cedetim, l'Institut Tribune socialiste (ITS), la Fondation IPAM, la Fondation Gabriel Péri, la Fondation de l'écologie politique, la Fondation Copernic, Espace Marx et le Centre d'histoire sociale du XXe siècle.

Contretemps va publier tout au long de l'année 2018 des articles sur les années 68 parmi lesquels une partie des interventions de « Mai 68 vu des Suds ». Nous remercions les organisateur-trice-s de nous permettre de publier ces communications. Cette communication a été prononcée lors de la séance inaugurale de « Mai 68 vu des Suds » par Bachir Ben Barka, Président de l'Institut Mehdi Ben Barka – mémoire vivante.

Pour le titre de cette intervention, il y avait le choix entre « espoirs frustrés » et « espoirs déçus ». En fin de compte, « espoirs frustrés » est plus fort parce qu'il y a sous-entendu la notion de dépossession, ce qui me paraît être en partie le cas quand on parle des héritages de la Tricontinentale dont ont été privés les peuples d'Afrique d'Asie et d'Amérique latine.

La Conférence Tricontinentale avait en effet porté leurs espoirs pour exiger de vivre dans la liberté et la dignité, pour briser le carcan du colonialisme et de l'exploitation réactionnaire et néocoloniale.

Il est nécessaire de situer la tenue de la réunion de La Havane en janvier 1966 dans son contexte historique et géopolitique. Sans remonter au Congrès des Peuples d'Orient à Bakou en 1920 ou à la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme de Bruxelles en 1927, la filiation la plus directe dans le processus de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste des peuples est sans contexte la conférence de Bandung, en Indonésie en 1955. Ce fut un événement capital dans la prise de conscience des peuples d'Afrique et d'Asie de la nécessité de s'organiser, de faire entendre leurs voix sur la scène internationale, et de soutenir leurs luttes d'indépendance nationale.

L'apport principal de la Conférence de Bandung a été d'affirmer le droit des peuples à la libération de la domination coloniale et au développement, sans toutefois aller jusqu'à la remise en cause des structures archaïques et inégalitaires dans lesquelles les puissances coloniales allaient les laisser. Elle posera également les bases du mouvement des « non-alignés », nouvelle force politique du tiers-monde dans le monde bipolaire de la guerre froide, entre pays capitalistes industriels et pays socialistes industriels.

L'« esprit de Bandung » – c'est à dire le soutien politique aux luttes d'indépendance nationale et la mise en place du groupe des « non-alignés » – allait montrer ses limites face à la réalité de l'intransigeance des puissances coloniales devant les revendications d'indépendance et face à la mise en place des mécanismes politiques, institutionnels et économiques du néocolonialisme qui allaient permettre la continuation de l'exploitation des richesses minières, agricoles, culturelles et intellectuelles des anciennes colonies lorsque l'indépendance politique est acquise.

Il devenait évident qu'il fallait prolonger « l'esprit de Bandung » dans un sens plus radical, porté plus par les organisations populaires que par les gouvernements. En décembre 1957, se tient au Caire la première « Conférence de la solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie » qui crée l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques (OSPAA). Ce ne sont plus les gouvernements qui sont représentés dans cette organisation, mais les mouvements de

libération et les partis progressistes et révolutionnaires. Un appui politique mais aussi logistique se met en place, l'organisation de la solidarité à l'échelle du continent africain prend forme entre les gouvernements africains indépendants les plus dynamiques et les mouvements qui déclenchent la lutte de masse ou la lutte armée contre les régimes coloniaux encore en place.

Très rapidement, la nécessité d'étendre cette solidarité à l'Amérique latine est unanimement ressentie. Le passage d'une vision bi-continentale afro-asiatique à celle tricontinentale est à mettre en relation avec la prise en compte de la généralisation du mode néocolonial comme nouvelle forme d'exploitation impérialiste récente pour l'Afrique et l'Asie et déjà ancienne en Amérique latine.

En 1963, lors de la 3^{ème} Conférence de l'OSPAA à Moshi en Tanzanie, l'idée de tenir une conférence tricontinentale à La Havane est retenue. La concrétisation de l'extension de la solidarité afro-asiatique à l'Amérique latine va être accélérée lors du Séminaire afro-asiatique d'Alger en février 1965 où une forte délégation cubaine est présente, menée par Che Guevara, en route pour le Congo. Mehdi Ben Barka y est également présent. Avec Ben Bella, tous les trois posent les bases politiques et organisationnelles de la Conférence tricontinentale.

C'est enfin en mai 1965, à la quatrième conférence plénière de l'OSPAA, tenue au Ghana, qu'est prise la décision de fixer la date et lieu de ce qui sera « *la Conférence internationale de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine* » : elle se tiendra à La Havane en janvier 1966.

L'ordre du jour reflète les exigences et les priorités de l'étape historique que vivent les peuples du tiers-monde : intensifier leur solidarité dans leur lutte commune contre le colonialisme, le néocolonialisme, l'impérialisme et le sionisme pour leur libération, le progrès social et la paix mondiale. Il met en valeur les deux objectifs principaux de la conférence : d'une part, l'aide concrète aux mouvements de libération des pays colonisés et aux peuples subissant l'oppression de l'apartheid, des régimes réactionnaires et de l'agression impérialiste ; d'autre part assier les structures de la pérennité de cette solidarité.

Le voici :

- 1) Lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.
- 2) « Points chauds » de la lutte anti-impérialiste à travers les trois continents, particulièrement au Vietnam, à Saint-Domingue, au Congo, dans les colonies portugaises, en Rhodésie du Sud, en Palestine et dans le Sud-arabique.
- 3) Solidarité anti-impérialiste parmi les peuples des trois continents dans les domaines économiques, social et culturel.
- 4) Unification politique et organique des efforts des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans leur lutte commune pour la libération et l'édification nationales.

En 1965, l'euphorie des indépendances du début de la décennie en Afrique a laissé place à la contre-offensive néocoloniale et impérialiste. A part quelques îlots de pays progressistes, la plupart des pays indépendants restent liés aux anciennes puissances coloniales politiquement et économiquement. Situation favorisée par la balkanisation de l'Afrique et la

reconduite des frontières instaurées par le colonialisme au début du siècle. Certains des dirigeants de ces nouveaux États deviennent des agents de déstabilisation contre les États qui veulent associer une véritable indépendance économique à l'indépendance politique. Plus que cela, des complicités s'instaurent avec les puissances coloniales et impérialistes confrontées aux mouvements de libération engagés dans la lutte armée.

L'histoire du tiers-monde des soixante dernières années est riche d'exemples illustrant cette poursuite éhontée de l'exploitation des richesses du continent, au prix d'interventions militaires, de guerres civiles provoquées et alimentées, de destruction de toute tentative de mise sur en place de structures sociales démocratiques, en recourant souvent aux assassinats ciblés des leaders politiques et syndicaux et la répression systématique des mouvements populaires : Felix Moumié, de l'Union des populations du Cameroun, est empoisonné à Genève en 1960 à l'instigation de la France ; Patrice Lumumba assassiné en 1961 après avoir été livré à Tschombé avec la bénédiction de la CIA ; le président togolais Sylvanus Olympio est tué en 1963, lors d'un coup d'Etat conduit par un colonel de l'armée, Etienne Eyadéma, vétéran de l'armée française en Algérie ; le premier ministre d'Iran, Ali Mansour, est tué le 21 janvier ; un des chefs de l'opposition portugaise, Humberto Delgado, le 13 février ; Malcolm X, le 21 février ; le vice-ministre de la défense du Guatemala, Ernesto Molina, le 21 mai... (liste non exhaustive). Ajoutons le débarquement des troupes des Etats-Unis à Saint-Domingue en avril 1965 pour rétablir un pouvoir militaire renversé par une insurrection populaire ; la répression dans le sang des manifestations insurrectionnelles en mars 1965 au Maroc, principalement à Casablanca ; l'escalade de l'intervention américaine au Vietnam avec un corps expéditionnaire de 200 000 hommes fin 1965 ; le coup d'état en Algérie privant la tricontinentale du soutien de Ben Bella, l'un de ses initiateurs ; le coup d'état en Indonésie qui renverse Soekarno et provoque le massacre de dizaines de milliers de communistes. Et enfin, en octobre à Paris, survient l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka, l'un des initiateurs de la tricontinentale, le président de son comité préparatoire et homme-clé du maintien de l'équilibre de la ligne politique de la conférence face aux deux grands frères ennemis, l'URSS et la Chine.

Il était clair pour les initiateurs de la conférence que la situation internationale nécessitait du mouvement révolutionnaire du tiers-monde qu'il s'adapte rapidement et qu'il élabore une stratégie globale pour répondre à la logique impérialiste.

La Conférence Tricontinentale se tiendra à la Havane du 3 au 12 janvier 1966, sans celui qui œuvra tant pour son succès. Plus de 500 délégués ou observateurs représentant 82 délégations, 28 pour l'Asie, 27 pour l'Afrique, 27 pour l'Amérique latine. Pendant dix jours, va s'opérer la jonction des mouvements révolutionnaires afro-asiatiques et latino-américains. La présence de l'URSS et de la Chine ont permis à Mehdi Ben Barka de la décrire comme *un événement historique par sa composition, car y seront représentés les deux courants de la révolution mondiale : le courant surgi avec la révolution socialiste d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice.*

La conférence en soi, la première du genre, fut un succès. Malgré les obstacles et la résurgence des contradictions sino-soviétiques, les résolutions finales reprurent toutes les lignes-force contenues dans l'Appel. Au-delà de l'aspect politique, dans une ambiance chaleureuse et festive, elle a été l'occasion unique d'échanger les différentes expériences révolutionnaires et de tirer les enseignements des diverses luttes menées par les mouvements de libération et les forces révolutionnaires et démocratiques représentés à la Havane.

Cependant, avec le recul historique, on peut affirmer que la Conférence n'atteignit pas tous les objectifs politiques que s'étaient fixés ses initiateurs. L'un des buts, en plus de mettre sur pied les bases de la solidarité active des peuples des trois continents, était de réunifier cette action sous l'égide d'une seule organisation : l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (OSPAAAL). Cette organisation fut bien fondée, mais sans les réels moyens politiques et matériels nécessaires à sa réussite. L'OSPAAAL poursuit son action depuis Le Caire et une Organisation de solidarité latino-américaine (OLAS) vit le jour à La Havane avec, pour celle-ci, les moyens opérationnels adéquats.

La question qui est souvent posée est : les espérances suscitées par la Tricontinentale se sont-elles concrétisées et qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

On ne peut pas ignorer les coups portés à l'élan révolutionnaire par l'action criminelle directe du néo-colonialisme, l'impérialisme et de leurs alliés locaux par l'élimination des dirigeants et des cadres des mouvements de libération nationale et révolutionnaire, affaiblissant les forces porteuses de progrès et de démocratie et apportant par la même un soutien inconditionnel aux forces les plus rétrogrades et les plus corrompues.

Dès l'annonce de la tenue de la Conférence tricontinentale, la réaction des États-Unis, de leurs alliés européens et des gouvernements satellites inféodés en Afrique, Asie et Amérique latine est à la mesure de l'importance de l'événement et des craintes qu'il suscite chez eux. Dans le contexte de la guerre froide, d'une manière réductrice, la Conférence est présentée comme une émanation de l'URSS et la Chine et condamnée comme « un complot communiste ».

Bien entendu, les réactions négatives ne se limitèrent pas aux simples déclarations de principes et condamnations de l'Organisation des États Américains, de la conférence mondiale des démocrates-chrétiens ou de l'internationale socialiste.

En plus de l'intervention militaire directe, les USA se sont dotés dès 1954, sous l'administration Eisenhower, des moyens d'intervention clandestine pour étayer ce qu'ils appellent « leur doctrine de contre-insurrection pour combattre la subversion communiste ». C'est le « NSC 5421 group » (impliqué dans l'assassinat de Patrice Lumumba) qui s'appellera « comité 303 » en juin 1964 puis le « Committee 40 » à partir de 1969, chargé de toutes les actions de déstabilisation de toute sorte.

La France, la Grande-Bretagne, Israël, l'Afrique du Sud, le Portugal de Salazar ne furent pas en reste.

Les éliminations politiques, les meurtres et assassinats vont rapidement viser les militants et les dirigeants des mouvements de libération nationale et des partis révolutionnaires qui paraissent les plus dangereux et qui étaient porteurs des espérances de la Tricontinentale et peut-être les plus aptes à les concrétiser. Pour se limiter à la décennie qui a suivi la conférence, on peut citer les cas suivants : le camerounais Osende Ofana est assassiné en mars 1966 ; le président ghanéen Kwame Nkrumah, un grand allié de Lumumba, avec qui le leader congolais partageait la même vision politique, est victime de plusieurs tentatives d'assassinat avant d'être renversé par un coup d'État en 1966 ; Che Guevara sera abattu en 1967 ; Martin Luther King en avril 1968 ; Eduardo Mondlane, leader du Front de Libération du Mozambique, Frelimo, est tué à Dar-es-Salaam le 3 février 1969, par un colis piégé mis au point par des agents de la PIDE, la police politique portugaise ; le gouvernement de l'Unité populaire du Chili est renversé en 1973 et Salvador Allende assassiné ; Amilcar Cabral - dont il faut souligner l'importance de la contribution théorique lors de son

intervention à la conférence tricontinentale – est assassiné en janvier 1973 avant qu'il ait pu assister à l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert en septembre 1973 et à la chute de la dictature de Salazar en 1974 à laquelle son combat a largement contribué ; le représentant de l'OLP Mahmoud El Hamchari est assassiné en 1973 à Paris par le Mossad israélien ; d'autres dirigeants de l'OLP furent assassinés à Chypre, Beyrouth, Rome ; des responsables du FPLP sont également visés et éliminés comme Ghassan Kanafani, tué dans une voiture piégée à Beyrouth en 1972, et le Dr Basil al-Qubaisi à Paris en 1973 ; Omar Bendjelloun est assassiné en 1975 à Casablanca. Le réseau de Henri Curiel, organisation anticoloniale et antifasciste qui deviendra « Solidarité » en soutien aux luttes anti-impérialistes dans le monde avait joué un rôle important dans la préparation de la Tricontinentale. Henri Curiel sera assassiné à Paris en 1978^[1].

Cette hécatombe ciblée dans les rangs révolutionnaires nous autorise à poser légitimement la question suivante : qu'aurait pu être l'état du tiers-monde – sinon du monde – si tous ces militants, tous ces dirigeants avaient pu mener leurs projets jusqu'à leur terme ?

En Amérique latine, le plan Condor a été érigé en système de répression à l'échelle continentale qui pratique la traque, la torture et l'assassinat des dirigeants politiques reconnus, des militants progressistes et révolutionnaires et de leurs proches. L'opération conduite par les dictatures militaires avec le soutien des USA a trouvé des échos favorables en France où elle aurait bénéficié du savoir-faire et de l'expertise de la DST et des anciens de l'OAS. Ce plan Condor a fait des centaines de victimes. Il a été mené à bien pour favoriser la mise en œuvre des modèles économiques néolibéraux favorables aux multinationales et générateurs de misère. Cela nous amène inévitablement à la commission Trilatérale, fondée à la même période, inspiratrice de la mondialisation économique, dont le nom et la composition sont le pendant négatif de la Tricontinentale.

Il serait également utile d'analyser plus finement les erreurs et les insuffisances des mouvements de libération nationale eux-mêmes qui, par manque d'approfondissement idéologique ou organisationnel n'ont pas pu ou su prolonger le combat pour l'indépendance en révolution sociale. Cette réflexion sur le propre cheminement des mouvements de libération, parfois sous forme d'autocritique, a été portée particulièrement par Mehdi Ben Barka et Amilcar Cabral et reste aujourd'hui d'une brûlante actualité

Ce constat sur les coups portés à ceux qui symbolisaient les espérances du grand moment de l'humanité que fut la conférence Tricontinentale ne doit absolument pas nous faire oublier ce qu'elle a initié ou contribué à développer dans la lutte contre l'impérialisme tant sur le plan de la réflexion théorique que de l'action concrète.

L'espoir insufflé par la Tricontinentale et la mobilisation qui l'a accompagnée a joué un rôle non négligeable dans l'organisation de la solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Grâce à elle, l'implication de l'URSS et de la Chine dans le soutien militaire au peuple vietnamien s'est renforcée. Les manifestations de soutien populaire à travers la planète, même aux USA, ont pesé dans la condamnation de la politique impérialiste et dans la victoire finale. On retrouve l'esprit de la Tricontinentale dans le soutien matériel et moral aux luttes de libération dans les colonies portugaises en Afrique et au combat contre l'apartheid en Afrique du Sud. L'intervention cubaine en Angola, en soutien au MPLA, est décisive face à l'invasion de l'armée sud-africaine au moment de la déclaration de l'indépendance. L'« obligation de solidarité » se retrouve dans l'aide logistique et politique qu'a continué à apporter Cuba aux militants révolutionnaires d'Amérique latine. Dans les années 1980, au Burkina Faso, Thomas Sankara s'est clairement revendiqué de l'héritage de la Tricontinentale dans son expérience révolutionnaire avant qu'un terme y soit mis par

son assassinat. De manière plus limitée, on a quand même pu retrouver l'esprit de la Tricontinentale dans les actions de coopération et de co-développement en Amérique latine entre gouvernements démocrates et progressistes dans le cadre de l'ALBA, ou dans les missions civiles cubaines, médicales plus particulièrement.

Le lien entre les acteurs de la solidarité internationale se fera par l'intermédiaire de la revue *Tricontinental*, éditée par le secrétariat exécutif de l'OSPAAAL. Publiée en plusieurs langues, distribuée jusqu'en Europe occidentale par des éditeurs engagés tels que Feltrinelli ou Maspero, elle devient le trait d'union entre les militants des trois continents qui partagent ainsi les mêmes études théoriques, les mêmes analyses et les mêmes informations sur les différentes luttes. Un autre domaine culturel ayant bénéficié de cet « esprit de la Tricontinentale » est l'art graphique. Plusieurs centaines d'affiches, dénotant une formidable créativité, seront produites par de nombreux artistes sous l'égide de l'OSPAAAL. On retrouve la même dynamique dans le cinéma du tiers-monde qui entend se faire le porte-voix des peuples opprimés. Il se déclare au service de la libération nationale et sociale. L'influence de ce qui s'appelle « le troisième cinéma » se retrouve également dans un courant du cinéma occidental à partir de 1968, « le cinéma militant, ou d'intervention sociale ».

Alors, espoirs déçus ? Espoirs frustrés ?

Les réponses ne sont pas simples. J'ai essayé d'en apporter quelques-unes dans cet exposé forcément incomplet qui reste insuffisant au regard de tous les autres enseignements qu'il reste à tirer de cette expérience. Les autres intervenants dans le cadre de ce « Mai 68 vu des Suds » en apporteront sûrement d'autres, diversifiant les éclairages avec d'autres exemples des influences de la Tricontinentale dans les combats de l'époque et leur écho aujourd'hui.

Dans ce cadre prestigieux de la Sorbonne, évoquant mai 68, permettez-moi de rappeler un slogan qu'on lisait partout et attribué au Che, l'une des figures prestigieuses de la lutte internationaliste : « Soyons réalistes, faisons l'impossible » et que le combat continue[2].

Notes

[1] On commémore cette année le 40ème anniversaire de son assassinat, ainsi que le 30ème anniversaire de celui de Dulcie September, représentante de l'ANC, assassinée toujours à Paris

[2] Signalons également à propos de la tricontinentale le livre de Said Bouamama, *La tricontinentale. Les peuples du tiers-monde à l'assaut du ciel*, Paris, Syllepse, 2016 [NdR].